

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 05/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SME

ZI de l'Ile Belon
51200 Épernay

Références : 2023-823
Code AIOT : 0005701591

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2023 dans l'établissement SME implanté au 4, quai de l'Ile Belon à Épernay (51200). L'inspection a été annoncée le 25/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été réalisée dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SME
- 4, quai de l'Ile Belon 51200 Épernay
- Code AIOT : 0005701591
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le thème de visite retenu est le suivant :

Gestion des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE	Décret du 06/06/2018, article Annexe
2	Contrôle périodique	Code de l'environnement article R.512-55
3	Existence d'un contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement, article R. 543-200-1
4	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement, article R.541-43
5	Dispositions du contrat-type éco-organisme	Arrêté Ministériel du 26/05/2016, article 1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucun constat ne met en avant de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE

Référence réglementaire : Décret du 06/06/2018, article Annexe
Thème(s) : Actions nationales 2023, Classification de l'installation contrôlée sous la rubrique 2711
Prescription contrôlée : Conformité à la rubrique 2711 : Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ : régime de l'enregistrement 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ , mais inférieur à 1 000 m ³ : régime de la déclaration avec contrôle périodique
Constats : L'exploitant précise ne pas accepter de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE). Son activité consiste majoritairement dans le tri de métaux par catégorie (des particuliers comme des professionnels) et dans une moindre mesure dans le traitement des Véhicules Hors d'Usages (VHU). L'exploitant n'effectue donc pas d'activité de tri / transit / regroupement de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE), et n'a donc pas à être classé au titre de la rubrique 2711 de la nomenclature des installations classées. L'inspection des installations classées constate le respect de la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-55
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réalisation du contrôle périodique
Prescription contrôlée : Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9. Toutefois, les installations classées figurant à cette annexe ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : L'exploitant fait effectuer (par les sociétés AirLiquide et Primagaz) des contrôles périodiques sur ses stockages d'oxygène et de propane. L'inspection des installations classées a pu constater que ces organismes avaient bel et bien effectué de tels contrôles, et que les futurs contrôles auraient lieu en septembre 2029 (pastilles de contrôles présentes sur les installations de stockage). L'Inspection des Installations Classées constate le respect de la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Existence d'un contrat avec un éco-organisme

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 543-200-1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé
Prescription contrôlée : Conformité à l'article R. 543-200-1 – II : – Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat

écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat. [...]
Constats : L'exploitant ne recevant pas de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE), il n'a pas à disposer de contrat avec un éco-organisme. L'inspection des Installations Classées constate le respect de la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.541-43
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – registre chronologique
Prescription contrôlée : Conformité à l'article R. 543-43 – I : -Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. [...]
Constats : L'exploitant dispose d'un registre informatique des flux de déchets de son installation (déchets entrants et déchets sortants). L'exploitant a d'ailleurs été en capacité de fournir le dernier registre en date de l'inspection, à savoir celui du mois de septembre 2023, pour les déchets entrants et pour les déchets sortants. L'inspection des installations classées constate le respect de la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Dispositions du contrat-type éco-organisme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2016, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – Utilisation de Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : L'exploitant utilise l'application TrackDéchets dans le cadre de ses activités, et à fortiori pour les déchets dangereux. L'inspection des installations classées constate le respect de la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet